

LA IV^e CONFERENCE DES PAYS NON ALIGNES

MARCELINO DOS SANTOS DENONCE LES CARENCES DE L'O.U.A

Le vice-président du Frelimo a exposé à Aquino de Bragança la situation de la résistance, à l'occasion de la réunion des pays non alignés.

● M. Angel Garzaibal Bastos, l'un des plus éminents chirurgiens espagnols, a été tué au Mozambique, le 1^{er} juillet dernier. Son avion a été abattu par les maquisards alors qu'il se posait dans une clairière, au sud du village de Maringue, à 200 km environ de Beira, port et centre ferroviaire important reliant cette colonie du Portugal à la Rhodesie.

Le Dr Bastos, médecin privé du général Franco, chef de l'Etat espagnol, participait officiellement à un safari dans la célèbre réserve de Gorongosa. En fait, le Dr Bastos était également général haut gradé des forces aériennes espagnoles. Il avait été appelé en consultation par son

collègue le général Kaulza de Arriaga, commandant en chef du corps expéditionnaire portugais au Mozambique, très préoccupé par les activités de la guérilla sur le nouveau front de Manica e Sofala, région fortement peuplée et située au centre du pays.

Le haut commandement portugais au Mozambique annonçait dans un communiqué, en date du 2 juillet, que « les activités de la guérilla sont en très net accroissement ». Samora Machel, président du Front de Libération (Frelimo) était du même avis : « La santé du Frelimo est vigoureuse. Nous nous trouvons dans une phase d'un niveau de conscience élevé concernant nos objectifs. »

Ainsi, la base d'Estima, située à une trentaine de kilomètres de Cabora Bassa, et qui approvisionne les troupes de protection du barrage en armes et en munitions, a subi une violente attaque des maquisards. Ces derniers ont percé les défenses réputées infranchissables du barrage, pour lancer des roquettes de 122 mm et détruire plusieurs installations, faisant de nombreuses victimes parmi les soldats et officiers portugais.

Marcelino Dos Santos, vice-président du Front de Libération du Mozambique, qui nous reçoit après ces événements, ne cache pas sa satisfaction de l'évolution de la situation.

« Notre longue marche vers le Centre-



SAMORA MACHEL, PRÉSIDENT DU FRELIMO, PARLE AUX HABITANTS D'UN VILLAGE LIBÉRÉ.
Une phase d'un niveau de conscience élevé.

Le gouvernement de Lisbonne a jugé cette action de l'O.I.T. illégale et ses délégués ont quitté la salle.

M. DOS SANTOS : *Le fait que l'O.I.T. ait rejeté l'objection du Portugal sur le caractère représentatif de nos organisations, confirme — si nécessaire — que nous sommes les mandataires légitimes de nos peuples.*

— Mais cette question de l'isolement du Portugal est à l'ordre du jour depuis quelques années... D'innombrables résolutions de l'O.U.A. et de l'O.N.U. ont demandé des sanctions contre le gouvernement Caetano et ont condamné les pays occidentaux alliés du Portugal car, sans leur soutien, le gouvernement de Lisbonne ne serait pas en mesure de poursuivre ses guerres africaines...

M. DOS SANTOS : *Ces décisions sont, hélas, restées lettres mortes... Ce sont plutôt des déclarations d'intention et, pour parler franchement, elles ne répondent pas aux exigences de la libération de notre continent. En outre, nous sommes convaincus que l'existence même de ce gouvernement fasciste et colonialiste, qui pratique impunément le génocide des populations africaines — à maintes reprises dénoncées par le Frelimo, le M.P.L.A. et le P.A.I.G.C. —, est un foyer d'insécurité non seulement pour l'Afrique mais pour la communauté internationale tout entière.*

« Nous espérons donc que l'O.I.T. et les autres organismes régionaux et internationaux prendront des mesures effectives en vue de l'isoler, et de le mettre

au ban de toutes les nations civilisées.

— Mais pourquoi ces décisions de l'O.U.A. ne sont-elles pas appliquées ? Les pays africains ne seraient-ils pas suffisamment informés de vos problèmes ?

M. DOS SANTOS : *Ce n'est pas l'absence d'informations qui explique la passivité d'un grand nombre d'Etats africains. Ces derniers sous-estiment, en réalité, l'importance de notre lutte de libération. Ils ne comprennent pas sa signification profonde. De plus, il n'y a pas, au niveau de l'Organisation de l'Unité africaine, les structures nécessaires qui pourraient permettre aux mouvements de libération de communiquer plus amplement avec les peuples des pays indépendants de l'Afrique. Les guerres de libération, disuit récemment notre président, le camarade Samora Machel, ne sont pas vécues assez profondément dans leur chair par les masses africaines.*

— Alors, que faire pour changer cet état de choses ?

M. DOS SANTOS : *Nous menons en ce moment une opération de reconstruction nationale dans une région peuplée de plus d'un million d'habitants et qui couvre une superficie de 200 000 km² environ.*

« Il ne s'agit pas là d'une affaire mineure car, outre la lutte armée contre un ennemi fort bien équipé, nous sommes aujourd'hui confrontés aux mêmes problèmes qui se posent aux autres pays en voie de développement.

— Il y a donc des contradictions qui se manifestent à l'O.U.A. entre pays sou-

l s'annonce bien. La lutte armée est entièrement affecté les trois provinces de Cabo Delgado, Nyassa et Tete, fait tache d'huile vers le cœur peuplé du pays, vers la province de Manica e Vila Rica.

« L'attaque de la base d'Estima, que nous avons minutieusement préparée, a causé de lourds dommages à l'ennemi. Nous avons fait usage des armes les plus modernes dont nous disposons aujourd'hui. Mais cette action n'aurait pu réussir si nous n'avions disposé du contrôle politique effectif et du soutien massif des populations de la région de Tete.

« Ce type d'actions entre d'ailleurs dans le cadre normal de notre activité. Elle se poursuit à deux niveaux. Il s'agit, d'une part, d'étendre la surface des zones contrôlées et, d'autre part, de couper les lignes de communication avec les chantiers du barrage.

« Au mois de juin nous avons attaqué Vila Rica, une autre base logistique à 18 km du barrage où nous avons détruit la piste d'atterrissage, des dépôts d'armes et les locaux des officiers portugais.

— Mais cependant, les officiels portugais n'affirment-ils pas que la construction du barrage sera bientôt achevée ?

M. DOS SANTOS : *Ils envisagent la situation avec trop d'optimisme. Certes, nous n'avons pu arrêter l'édification de Cabora Bassa ; mais nous avons réussi à ralentir le rythme de cette construction et à augmenter considérablement le coût de l'opération par rapport à ce qui était prévu par les experts de la Zamco (1). Ainsi les moyens de communication qui permettent le transport du matériel nécessaire au chantier ont été détruits à 75 %...*

— Sur une autre question, le conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.) a invité récemment, le 20 juin, les représentants des mouvements de libération des territoires africains occupés par le Portugal à siéger aux assises de sa réunion annuelle.

(1) Entreprise multinationale, à direction sud-africaine, chargée du chantier de Cabora Bassa.



MARCELINO DOS SANTOS, VICE-PRÉSIDENT DU FRELIMO.
Le nécessaire isolement du Portugal : l'un des objectifs des non-alignés.

► verains et mouvements de libération ?...

M. DOS SANTOS : *Oui, c'est le reflet, dans une certaine mesure, du légalisme pointilleux des responsables de cette organisation.*

— Alors que faire pour sortir l'O.U.A. de l'impasse dans laquelle elle se trouve ?

M. DOS SANTOS : *Il est indispensable de reconsidérer le statut des mouvements nationalistes.*

— Au sommet de Rabat, on vous a reconnu pourtant le statut d'observateur...

M. DOS SANTOS : *Ce fut en effet un pas en avant car on a compris enfin que les mouvements nationalistes n'étaient pas de simples pétitionnaires. Mais il y a eu ensuite recul au sommet d'Addis Abéba. Car si l'on veut faire avancer les choses, il faut que les Etats souverains acceptent de dialoguer d'égal à égal avec les mouvements nationalistes aujourd'hui reconnus comme représentants légitimes de leurs peuples.*

« Les Etats membres de l'O.U.A. doivent s'associer aux mouvements nationalistes pour trouver les solutions aux questions nées de notre combat libérateur mais aussi aux problèmes qui se posent au continent tout entier.

« Le statut d'observateur qui nous autorise maintenant à participer aux réunions du Comité de Libération aurait dû, dans la bonne logique des choses, nous permettre d'assister à toutes les réunions des responsables de l'O.U.A., notamment au niveau du conseil des ministres des Affaires étrangères et au sommet des chefs d'Etat. Car, je le répète, nous avons assumé nos responsabilités et nous contribuons, d'une façon, certes modeste, à la libération totale du continent, qui reste, à notre connaissance, la tâche essentielle, la raison d'être de l'Organisation de l'Unité africaine.

— Ne faut-il pas expliquer cette passivité de la majorité des pays africains comme le résultat des pressions non avouées qu'ils subissent de la part des pays occidentaux, alliés du Portugal et partisans du statu quo dans cette contrée du continent africain ?

M. DOS SANTOS : *Que répondre ! Il est certain qu'une prise de conscience plus aiguë du rôle joué par les pays occidentaux dans le maintien du régime colonial portugais s'impose.*

« Il est de notoriété publique que les fournitures militaires de l'O.T.A.N., les investissements, les prêts et les dons financiers (par exemple les 436 millions de dollars accordés par l'administration Nixon au gouvernement portugais à titre de compensation pour les bases des Açores) permettent au Portugal de poursuivre impunément les guerres de génocide et constituent l'obstacle majeur à notre indépendance.

« Donc, il est évident qu'une des préoccupations des pays africains doit être de chercher les moyens de changer cette situation. Pour ce faire, ils doivent exercer des pressions sur les pays occidentaux et les amener à cesser complètement tout soutien ou aide au Portugal.

— Mais les pays africains ont-ils des moyens pour exercer de telles pressions ?

M. DOS SANTOS : *Pourquoi pas ? Par exemple, les délégués africains à l'O.N.U. et à l'O.U.A. adoptent chaque année des résolutions disant à juste titre que « les investissements occidentaux dans les territoires africains occupés par le Portugal bloquent la décolonisation ». Mais toutes les résolutions sont restées jusqu'à aujourd'hui lettres mortes car leur mise en application implique un certain sacrifice pour les pays en voie de développement que sont les pays africains.*

« La Zambie et la Tanzanie, par exemple, ont refusé la participation des firmes multicoloniales au développement de leur pays, en dépit de prix compétitifs, car ces firmes sont engagées dans la construction du barrage de Cabora Bassa, au Mozambique. Sans prétendre imposer un code d'investissements aux pays indépendants d'Afrique, nous nous demandons pourquoi ils ne suivent pas l'exemple de la Zambie et de la Tanzanie.

— Allez-vous soulever ces questions à la conférence des pays non alignés à Alger ?

M. DOS SANTOS : *Nous avons été invités à cette conférence et comptons y envoyer une très importante délégation. Nous étions observateurs, pétitionnaires, aux assises de la dernière conférence, à Lusaka. Nous souhaitons participer, cette fois, en « majeurs ». Nous espérons que les non-alignés sauront se pencher effectivement sur le problème de la « décolonisation », c'est-à-dire la lutte contre l'impérialisme, le racisme, le sionisme non seulement pour exprimer une condamnation formelle mais pour essayer d'approfondir le problème et envisager les moyens adéquats pour mettre fin à ces fléaux.*

« Pour ce faire, il importe de savoir quels sont les moyens de pression qu'ils se disposent à utiliser contre les pays alliés du Portugal ; et si les pays non alignés acceptent, en conséquence, de rompre certaines relations diplomatiques et économiques.

« Le nécessaire isolement du Portugal, le rôle des investissements de firmes occidentales dans nos pays respectifs, l'intrusion pernicieuse de certains pays du sub-impérialisme comme le Brésil en Afrique, voilà quelques-unes des décisions concrètes qui pourraient être examinées à Alger. »

(Propos recueillis par Aquino de Bragança)